

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

1 Contexte

Du protocole de Kyoto en 1997 à la loi pour l'accélération de la production d'énergies renouvelables de 2023, plusieurs lois structurantes ont défini les objectifs à atteindre en matière de développement des énergies renouvelables et le rôle que les collectivités peuvent prendre selon leurs compétences et leurs moyens.

Conformément aux engagements européens et internationaux, la France a fixé une trajectoire de développement des énergies renouvelables à travers plusieurs lois structurantes. Plusieurs outils mis en place, la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), visent à atteindre 35 % d'énergie renouvelable (ENR) dans la consommation finale d'énergie en 2030 par rapport à celle de 2012. Ces objectifs pour tenir compte des évolutions européennes seront prochainement portés dans la nouvelle PPE à 45 % d'ENR en 2030.

En plus de cette forte évolution de déploiement, la loi pour l'accélération de la production d'Energies Renouvelables (APER) de 2023 demande aux élus locaux de s'impliquer dans une planification territoriale.

Afin de ne plus subir les seuls objectifs des opérateurs qui portent essentiellement sur la rentabilité des projets, les collectivités locales doivent s'organiser collectivement pour répondre aux obligations réglementaires et au défi d'autonomie énergétique qui se présentent à elles, tout en préservant les intérêts locaux. L'échelle départementale présente une bonne dynamique territoriale qui permet d'encourager le développement maîtrisé des installations d'énergie renouvelable et de définir les objectifs partagés qualitatifs et quantitatifs pour les différentes filières d'énergies renouvelables.

Le collectif de signataires qui a travaillé, à la rédaction de ce document est composé du Syndicat départemental d'Energie de Tarn-et-Garonne, du Département du Tarn et Garonne, de la Chambre d'Agriculture du 82, de l'association des maires de Tarn et Garonne, de l'association des maires ruraux et l'Etat représenté par M. le Préfet de Tarn-et-Garonne.

2 Objectifs de développement des énergies renouvelables en Tarn et Garonne

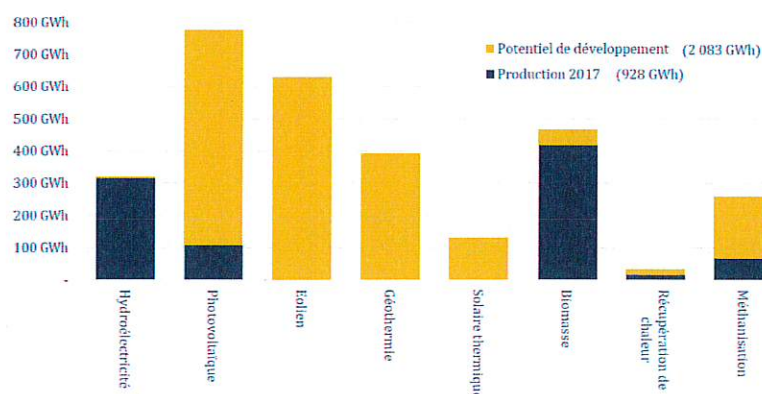
Dans l'étude SDE DDT réalisée en 2019 sur les énergies renouvelables, le potentiel de développement a été fixé en visant l'objectif départemental TEPOS 2050, être Territoire à Energie positive en 2050. Pour atteindre cet objectif de 2017 à 2050, la stratégie à déployer repose sur deux chantiers : réduire de 50 % la consommation du territoire et multiplier par 3



la production d'énergie renouvelable à travers un mix énergétique tel que défini dans le graphique ci-dessous :

Extrait étude SDE DDT énergie renouvelable 2019

Productible atteignable en énergies renouvelables sur le territoire



3 Objet de la charte du Tarn et Garonne

La charte s'applique pour tous les projets d'énergie renouvelable portant sur les filières : photovoltaïque, méthanisation, hydroélectrique et éolien situés sur le département du Tarn et Garonne.

Pour garantir un développement maîtrisé des projets, le collectif de signataires souhaite à travers les exigences de cette charte détailler le socle de valeurs communes qui garantira :

- le respect de la concertation et la recherche du consensus avec l'ensemble des acteurs,
- le portage collectif des projets associant opérateurs, collectivités, entreprises locales, citoyens,
- un partage de la valeur ajoutée générée par ces projets.

Cette charte sera déclinée à l'échelle locale par un engagement spécifique : ainsi pour chaque projet, les collectivités EPCI et/ou communes pourront signer avec le développeur des engagements mutuels à respecter, sur la base de la trame de charte locale définie en annexe 1.

4 Objectifs quantitatifs

Pour atteindre l'objectif départemental TEPOS en 2050, l'étude sur la production d'énergie renouvelable de 2019 conduite par le SDE 82 et la DDT donnait les chiffres de potentiels pour 2050 à partir des données 2017. Rédigée par la DREAL, la feuille de route pour l'accélération des énergies renouvelables d'Occitanie, qui vise à construire et partager une vision territorialisée du mix d'énergie renouvelable, fixe des objectifs à 2030. Les données de ces 2 documents sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.



Filière	Production en 2017	Production en 2030	Production en 2050	Estimation du nombre d'équipements en 2050
Photovoltaïque	109 GWh	275 GWh	780 GWh	Soit un développement de 671 GWh à répartir en -80 % en toiture, ombrières de parkings, -20 % sols pollués, photovoltaïque flottant, agrivoltisme
Eolien	0	170 GWh	630 GWh	6 éoliennes autorisées sur Garonne et canal 7 sites identifiés hors zones à enjeux
Méthanisation	67 GWh	70 GWh	190 GWh	3 ou 4 gros méthaniseurs ou une dizaine de petits méthaniseurs

5 Objectifs qualitatifs

1/ Implantation coordonnée des installations photovoltaïques

Pour limiter le développement anarchique des projets photovoltaïques, la priorité est donnée au déploiement de **projets de taille raisonnable** :

1. Sur toiture (tertiaires, industrielles, agricoles...)
2. Ombrières sur parking, espaces publics et privés ou équipements sportifs
3. Au sol sur sites pollués, dégradés ou déjà artificialisés
4. Au sol sur des terrains faisant partie du zonage défini par délibération du conseil municipal selon la loi APER
5. Au sol, projet agrivoltaïque répondant aux exigences réglementaires de la loi APER et d'une validation en CDPENAF.

2/ Les exigences qualitatives

Le collectif de signataires souhaite développer des projets qualitatifs compatibles avec la préservation des terres agricoles, des paysages et de la biodiversité, des conditions de raccordement économiquement acceptable, tel que détaillé ci-dessous :

A /Acceptation locale

Pour tout projet, les bonnes pratiques qui favorisent l'acceptabilité locale sont le respect des zones d'implantation et un travail de concertation avec les acteurs locaux.

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

Le développeur privilégiera des projets sur les zones d'accélération des énergies renouvelables votées par les conseils municipaux.

La collectivité et le développeur s'engagent à signer une charte locale avant la prospection des terrains et/ou le lancement des études préalables. Cet engagement commun permettra de faire connaître l'émergence d'un projet et d'associer les acteurs locaux dès la conception.

Pour garantir l'acceptation locale, il est demandé au développeur :

- de co-construire le projet avec des acteurs locaux (définition du lieu, dimensionnement, conciliation avec les activités environnantes)
- de proposer la création de sociétés de projets, qui permettent d'impliquer les acteurs locaux dans la gouvernance du projet et de maximiser la valeur pour le territoire (autoconsommation, actionnariat...)
- de faciliter la création d'emplois locaux et de coopérer avec les filières et activités économiques locales.

Le développeur prendra contact avec le référent préfectoral et saisira le pôle ENR le plus en amont possible du dépôt du permis de construire. Il acceptera de faire évoluer le projet initial en cas de difficulté.

B/ Insertion paysagère

Les paysages du Tarn et Garonne sont des facteurs d'attractivité résidentielle, touristique et des supports de productions agricoles de qualité ; ils sont une ressource économique tout autant qu'ils contribuent au sentiment d'appartenance et d'attachement des habitants.

Pour les préserver, chaque projet doit être conçu pour présenter des qualités esthétiques et architecturales qui s'insèrent de façon harmonieuse dans le contexte paysager local (causses, bocages, vallées...) et pour traiter les impacts de co-visibilité avec les habitations, les sites touristiques, les chemins de randonnées....

C/ Préservation de la biodiversité locale

Chaque projet devra préserver les équilibres naturels du territoire et ne devra pas impacter les réservoirs de biodiversité existants que sont les sites Natura 2000, les espaces naturels sensibles, les ZNIEFF de type 1 et 2, les arrêtés de protection de biotope, les zones humides, les zones de compensations. Les fonctionnalités assurées par les corridors écologiques ne devront pas être interrompues.



Pour limiter son impact sur la biodiversité, un projet ne devra pas nécessiter la mise en place de mesures compensatoires.

D/ Préservation de l'agriculture

Les développeurs privilégieront les projets agrivoltaïques aux projets de centrale au sol sur terrains naturels, agricoles ou forestiers, selon la distinction opérée par le décret du 8 avril 2024.

Ils devront éviter de s'implanter sur les terres agricoles à fort potentiel agronomiques, irrigables.

Les projets agrivoltaïques devront répondre à la définition de la loi d'accélération des énergies renouvelables. Ils devront :

- contribuer durablement à l'installation, au maintien ou au développement d'une production agricole,
- apporter directement à la parcelle agricole au moins l'un des services suivants : l'amélioration du potentiel et de l'impact agronomiques, l'adaptation au changement climatique, la protection contre les aléas, l'amélioration du bien-être animal, par exemple parcours des animaux,
- garantir une production agricole significative et un revenu durable à l'exploitant,
- la production agricole doit être l'activité principale de la parcelle et l'installation agrivoltaïque doit avoir un caractère réversible.

Les équipements consommateurs de foncier devront démontrer qu'ils ne remettent pas en cause l'activité agricole de la zone de projet. Cela se traduira par un engagement sur la durée de vie des installations pour maintenir une activité agricole avec le ou les agriculteurs, en incluant une remise en état du terrain qui permettra de garantir une activité agricole dynamique en phase de réversibilité.

Pour les projets situés sur des lacs, le développeur s'engage à suivre les prescriptions du guide référentiel de la région Occitanie, intitulé : « *Pour un projet flottant concerté et réussi* ».

Les exigences de préservation de l'agriculture locale s'appuient sur l'ensemble des points détaillés dans le décret 2024-314 du 8 avril 2024 (annexe 2). Elles guideront le travail des développeurs, des élus locaux et des membres de la CDPENAF.

E/ Raccordement au réseau

Pour tout projet en phase d'initiation, la collectivité et le développeur prennent contact avec Enedis pour connaître la faisabilité technique du raccordement au réseau public de distribution électrique.



F/ Préservation des conflits d'intérêts

En amont du projet, la Collectivité s'assure que si un élu détient un intérêt direct (ou indirect) sur le projet EnR (en particulier sur le foncier au motif qu'il serait propriétaire ou exploitant agricole de parcelles susceptibles d'accueillir une partie du projet), il s'abstiendra de toute présence aux réunions et de toute participation aux séances et aux votes du Conseil municipal/communautaire.

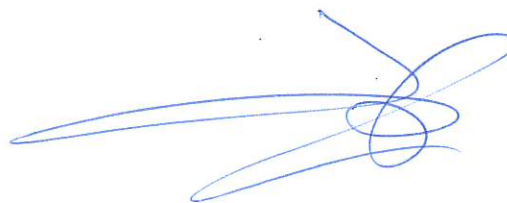
6 Les six signataires

A Montauban, le 11 juin 2024

Pour l'Etat
Le Préfet de Tarn-et-Garonne
M. Vincent ROBERTI



Le Président du SDE 82
M. Jacques GAYRAL



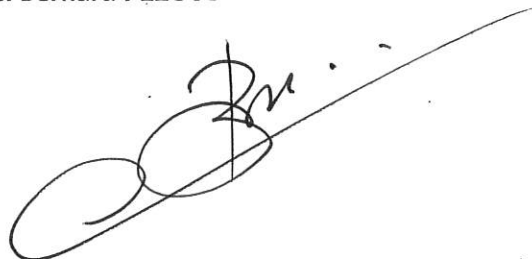
Le Président du Conseil Départemental 82
M. Michel WEILL



Le Président de la Chambre d'Agriculture 82
M. Alain ICHES



Le Président de l'AMF 82
M. Bernard PEZOUS



La Présidente de l'AMR 82
Mme Fabienne PERN-SAVIGNAC



					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

Annexe 1 : Projet de charte locale d'énergie renouvelable

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

Charte locale pour le projet d'énergies renouvelables situé sur la commune XXXXXX

ENTRE

La Commune de située représenté par son
Maire M./Mme dûment habilité par délibération de
son Conseil municipal du

Ci-après désigné par « **la collectivité** »,

ET

L'établissement public de coopération intercommunale situé
..... représenté par son Président M./Mme
..... dûment habilité par
délibération de son assemblée délibérante du

Ci-après-désigné par « **la collectivité** »,

ET

La société développeur située
..... identifiée au RCS
n° représentée par M./Mme
.....

Ci-après désigné par « **le développeur** »

NOM DU PROJET

Surface de la zone d'étude
Energie renouvelable développée
Puissance
Production
Commune(s) d'implantation du projet
Nom du propriétaire foncier
Nom de l'exploitant agricole

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

Cette charte s'inscrit dans la démarche portée par la charte départementale permettant de construire des projets de qualité qui garantissent :

- le respect de la concertation et du consensus avec l'ensemble des acteurs,
- le portage collectif des projets associant opérateurs, collectivités, entreprises locales,
- un partage de la valeur ajoutée générée par ces projets.

1 / Les engagements des collectivités

La collectivité s'engage à prendre position sur l'opportunité de développer un projet.

1. Lorsqu'elles sont contactées par un développeur ou par un habitant, la commune et/ou la communauté de communes s'informent mutuellement des prises de contact de porteurs de projet.
2. La communauté de communes et/ou la commune organisent un premier échange avec le développeur. A cette occasion, la communauté de communes et la commune proposent au développeur de signer la présente charte afin de s'engager sur les éléments préconisés.
3. Ensuite, la communauté de communes organise une réunion.
4. A compter de la 1ère réunion, la communauté de communes transmet au développeur un compte-rendu de l'échange et éventuellement une liste d'éléments complémentaires à transmettre.
5. Une fois les éléments complémentaires reçus, et sous réserve qu'il n'y ait pas besoin de repasser le projet en comité, la première délibération de principe sera prise par la communauté de communes et/ou la commune. Ces 2 délibérations ne valent en aucun cas acceptation du projet.
6. Une fois le projet terminé, la communauté de communes et/ou la commune d'implantation prendront une délibération finale.

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

B. ENGAGEMENTS DU DEVELOPPEUR

Le développeur s'engage à travailler avec les collectivités locales.

1. Le développeur décrit son projet lors de la première réunion de projet.
Il fournit, au minimum :
 - les caractéristiques techniques du projet
 - s' il s'agit d'un projet agrivoltaique, le projet agricole
 - une carte permettant d'une part de visualiser les zones impactées par le projet et la liste d'éventuels conflits d'intérêts,
 - les méthodes de concertation envisagées,
 - la prise en compte des enjeux environnementaux, patrimoniaux et paysagers présents sur le site et à proximité, l'insertion paysagère,
 - une estimation des retombées fiscales et financières pour le territoire,
 - la contribution du projet au développement local par des mesures d'accompagnement ou autres,
 - une proposition de participation à l'investissement du projet pour les acteurs locaux détaillant les éléments suivants :
 - une **entrée au capital** à l'exploitant, aux collectivités et acteurs économiques,
 - une **participation à la gouvernance** du projet à l'exploitant, aux collectivités et acteurs économiques,
 - un **financement participatif**.
2. Suite à la présentation du projet en réunion, le développeur s'engage à modifier son projet en tenant compte des remarques formulées dans le compte rendu.
3. Le développeur s'engage à permettre un retour à l'initial du site, à l'issue de la durée de vie du projet (s'il y a par exemple l'utilisation d'ancrages béton, le porteur de projet devra enlever les ancrages béton en fin d'exploitation).

Les signataires

La collectivité :
commune,et /ou communauté de communes

Le développeur

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

Annexe à joindre pour les projets sur des terres agricoles

qui sera complétée pour chaque projet en détaillant les prescriptions du décret du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantations des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers

ENGAGEMENTS DU DÉVELOPPEUR DE PROJET

Le développeur s'engage à rémunérer l'exploitant agricole pour l'entretien des parcelles.

Afin d'obtenir un juste équilibre dans l'attribution des ressources et de limiter la spéculation foncière, la collectivité demande **un droit de regard** sur les conventions juridiques et financières entre le développeur, le propriétaire et l'agriculteur (bail emphytéotique et convention d'entretien).

Pour éviter les situations de rente, préjudiciables à la pérennité de l'activité agricole, le fermage, versé par le développeur au propriétaire doit rester modéré et ne devra pas excéder la rémunération de l'exploitant agricole (fermier).

Le développeur s'engage à assurer à sa charge un suivi régulier, neutre et indépendant de l'activité agricole sur les parcelles concernées pendant la durée de vie du projet. Il transmettra les résultats quantitatifs et qualitatifs de production agricole sur demande.

					
CHARTRE POUR UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ ET MAÎTRISÉ DES PROJETS D'ÉNERGIE RENOUVELABLE EN TARN-ET-GARONNE					

Annexe 2 :

Décret du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantations des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

Décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers

NOR : ECOR2321918D

Accéder à la version consolidée

ELI : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2024/4/8/ECOR2321918D/jo/texte>

Alias : <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2024/4/8/2024-318/jo/texte>

JORF n°0083 du 9 avril 2024

Texte n° 2

Version initiale

Publics concernés : communes et établissements publics de coopération intercommunale, services déconcentrés de l'Etat, agriculteurs, exploitants d'installations utilisant une source d'énergie renouvelable terrestre, porteurs de projets photovoltaïques.

Objet : création d'un cadre pour les projets agrivoltaïques et le développement d'installation photovoltaïque sur terrains agricoles, naturels ou forestiers.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le décret précise les conditions de mise en place des projets agrivoltaïques et du photovoltaïque au sol sur terrain naturels, agricoles et forestiers.

Des dispositions législatives, adaptant le cas échéant les règles du statut du fermage, viendront préciser les modalités de contractualisation et de partage de la valeur générée par les projets agrivoltaïques, entre l'exploitant agricole, le producteur d'électricité et le propriétaire du terrain sur lequel l'installation agrivoltaïque est implantée lorsque ce dernier est différent de l'exploitant.

Références : le code de l'énergie peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr> .

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Vu le code de l'énergie, notamment ses articles L. 100-4 et L. 142-31 et le chapitre IV du titre Ier de son livre III ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 131-3 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 125-1, L. 125-5 et L. 171-1 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 111-27 à L. 111-34, L. 123-25 à L. 123-32, L. 461-1, R. 111-20-1, R.* 422-2, R.* 422-2-1, R. 423-59 et R.* 461-36 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'énergie en date du 19 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations en date du 11 janvier 2024 ;

Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du 26 décembre 2023 au 16 janvier 2024 inclus, en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décrète :

Chapitre Ier : Dispositions spécifiques à l'agrivoltaïsme (Article 1)

Article 1

I.-Le chapitre IV du titre Ier du livre III de la partie réglementaire du code de l'énergie est complété par une section 6, intitulée : « Dispositions spécifiques à la production d'électricité à partir d'installations agrivoltaïques », ainsi rédigée :

« Sous-section 1

« Conditions relatives au caractère agricole des parcelles, aux exploitants et aux services apportés par l'installation

« Art. R. 314-108.-La parcelle agricole à considérer pour l'application de l'article L. 314-36 correspond à un périmètre présentant les mêmes caractéristiques agricoles, supportant un projet d'installation agrivoltaïque et déterminé par les limites physiques d'une implantation continue de panneaux photovoltaïques. Il peut être d'une superficie différente de celle de la parcelle considérée par le cadastre ou de la parcelle délimitée dans les conditions fixées à l'article D. 614-32 du code rural et de la pêche maritime sur laquelle est réalisé le projet.

« Art. R. 314-109.-Pour l'application de l'article L. 314-36, est considérée comme agriculteur actif toute personne physique ou morale qui répond aux conditions de l'article D. 614-1 du code rural et de la pêche maritime.

« En cas de changement d'exploitant agricole, la durée pendant laquelle l'exploitation de l'installation d'agrivoltaïsme se poursuit sans agriculteur actif, au sens de l'alinéa précédent, ne peut excéder dix-huit mois.

« Art. R. 314-110.-Le service d'amélioration du potentiel et de l'impact agronomiques mentionné au II de l'article L. 314-36 consiste, d'une part, en une amélioration des qualités agronomiques du sol et, d'autre part, en une augmentation du rendement de la production agricole ou, à défaut, au maintien de ce rendement ou au moins à la réduction de la baisse tendancielle du rendement qui est observée au niveau local.

« Peut également être considérée comme améliorant le potentiel agronomique des sols toute installation qui permet une remise en activité agricole ou pastorale d'un terrain agricole inexploité depuis plus de cinq années.

« Art. R. 314-111.-Le service d'adaptation au changement climatique mentionné au II de l'article L. 314-36 consiste en une limitation des effets néfastes du changement climatique se traduisant par une augmentation du rendement de la production agricole ou, à défaut, à la réduction, voire au maintien, du taux de la réduction tendancielle du rendement qui est observée au niveau local, ou par une amélioration de la qualité de la production agricole.

« La limitation des effets néfastes du changement climatique s'apprécie notamment par l'observation de l'un des effets adaptatifs suivants :

« 1° En termes d'impact thermique, par la fonction de régulation thermique de la structure en cas de canicule ou de gel précoce ou tardif ;

« 2° En termes d'impact hydrique, par la limitation du stress hydrique des cultures ou des prairies, l'amélioration de l'efficacité d'utilisation de l'eau par irrigation ou la diminution de l'évapotranspiration des plantes ou de l'évaporation des sols, et par un confort hydrique amélioré ;

« 3° En termes d'impact radiatif, par la limitation des excès de rayonnement direct conduisant notamment à une protection contre les brûlures foliaires.

« Art. R. 314-112.-Le service de protection contre les aléas mentionnés au II de l'article L. 314-36 s'apprécie au regard de la protection apportée par les modules agrivoltaïques contre au moins une forme d'aléa météorologique, ponctuel et exogène à la conduite de l'exploitation et qui fait peser un risque sur la quantité ou la qualité de la production agricole, à l'exclusion des aléas strictement économiques et financiers.

« Art. R. 314-113.-Le service d'amélioration du bien-être animal mentionné au II de l'article L. 314-36 s'apprécie au regard de l'amélioration du confort thermique des animaux, démontrable par l'observation d'une diminution des températures dans les espaces accessibles aux animaux à l'abri des modules photovoltaïques et par l'apport de services ou de structures améliorant les conditions de vie des animaux.

« Sous-section 2

« Conditions relatives à la production agricole et au revenu issu de cette production

« Art. R. 314-114.-I.-Pour l'ensemble des installations agrivoltaïques hors élevage, la production agricole est considérée comme significative, au sens du II de l'article L. 314-36, si la moyenne du rendement par hectare observé sur la parcelle mentionnée à l'article R. 314-108 est supérieure à 90 % de la moyenne du rendement par hectare observé sur une zone témoin ou un référentiel en faisant office.

« Le préfet du département peut réduire la proportion mentionnée à l'alinéa précédent soit, sur demande dûment justifiée, pour un projet soumis à des événements imprévisibles, soit si l'installation agrivoltaïque permet une amélioration significative et démontrable de la qualité d'une production agricole, par comparaison avec des références antérieures dans le cas d'une production agricole préexistante, ou par comparaison avec la zone témoin ou le référentiel en faisant office en cas de nouvelle production.

« II.-La zone témoin mentionné au I est une parcelle répondant aux conditions suivantes :

« 1° Représenter une superficie d'au moins 5 % de la surface agrivoltaïque installée, dans une limite d'un hectare ;

« 2° Etre située à proximité de l'installation agrivoltaïque ;

« 3° Ne comporter ni installation équipée de modules photovoltaïques ni installation ou arbre apportant de l'ombre ;

« 4° Connaître des conditions pédoclimatiques équivalentes ;

« 5° Etre cultivée dans les mêmes conditions que la parcelle sur laquelle est située l'installation agrivoltaïque.

« III.-La cohérence entre, d'une part, les résultats agronomiques de la parcelle agricole sur laquelle est située l'installation agrivoltaïque et de la zone témoin et, d'autre part, les résultats agronomiques et les séries de données historiques disponibles, le cas échéant, à l'échelle de l'exploitation agricole et de la petite région agricole ou, à défaut, à l'échelle départementale, est régulièrement vérifiée par l'exploitant. Ces données sont rendues accessibles à l'organisme scientifique ou technique chargé du contrôle mentionné à l'article R. 314-120.

« IV.-Les conditions techniques de mise en œuvre du présent article sont définies par arrêté des ministres chargés de l'agriculture et de l'énergie.

« Art. R. 314-115.-Il peut être dérogé à l'obligation de se référer à la zone témoin mentionnée à l'article R. 311-114 dans les conditions suivantes :

« 1° Pour les installations dont le taux de couverture, tel que défini à l'article R. 314-119, est inférieur à 40 % et dans le cas où l'exploitant justifie être dans l'incapacité technique de créer une zone témoin, le préfet de département peut autoriser l'usage, dans le calcul prévu à l'article R. 311-114, d'un référentiel local fondé sur les résultats agronomiques et les séries de données historiques disponibles. Cette dérogation peut être octroyée pour toute la durée de vie de l'exploitation après avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

« 2° Pour les installations dont le taux de couverture tel que défini à l'article R. 314-119, est inférieur à 40 % et dans le cas où l'exploitant justifie de l'existence d'une installation agrivoltaïque similaire au niveau départemental et comportant une zone témoin ou de l'existence d'une installation agrivoltaïque similaire au niveau régional, comportant une zone témoin et connaissant des conditions pédoclimatiques équivalentes ;

« 3° L'installation utilise l'une des technologies agrivoltaïques éprouvées figurant sur une liste établie par arrêté des ministres chargés de l'énergie et l'agriculture en fonction du mode de culture ou d'élevage, du procédé technique photovoltaïque utilisé et de l'implantation géographique. L'inscription d'une technologie sur cet arrêté se fonde notamment sur l'analyse de l'état de l'art et des statistiques fournis par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie au titre du 8° du II de l'article L. 131-3 du code de l'environnement. Les données recueillies par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie font alors office de référentiel pour l'appréciation du caractère significatif de la production agricole selon la méthode définie par les dispositions du I de l'article R. 311-114 et, pour les installations agrivoltaïques sur élevage, par le second alinéa de l'article R. 314-116.

« Art. R. 314-116.-Pour les installations sur serre, les comparaisons sont réalisées par rapport à un référentiel local basé sur les résultats agronomiques et les séries de données historiques disponibles.

« Pour les installations agrivoltaïques sur élevage, le caractère significatif de l'activité agricole peut être notamment apprécié au regard du volume de biomasse fourragère, du taux de chargement ou encore du taux de productivité numérique.

« Art. R. 314-117.-Le revenu issu de la production agricole est considéré comme durable lorsque la moyenne des revenus issus de la vente des productions végétales et animales de l'exploitation agricole après l'implantation de l'installation agrivoltaïque n'est pas inférieure à la moyenne des revenus issus de la vente des productions végétales et animales de l'exploitation agricole avant l'implantation de l'installation agrivoltaïque, en tenant compte de l'évolution de la

situation économique générale et de l'exploitation, selon des modalités définies par arrêté. Une diminution plus importante peut être acceptée par le préfet du département, en raison d'événements imprévisibles et sur demande dument justifiée.

« Dans le cas de l'installation d'un nouvel agriculteur, le revenu est considéré comme durable par comparaison avec les résultats observés pour d'autres exploitations du même type localement.

« Sous-section 3

« Conditions relatives à l'activité

« Art. R. 314-118.-I.-Pour garantir que la production agricole est l'activité principale, conformément au 1° du IV de l'article L. 314-36, une installation agrivoltaïque doit satisfaire les deux conditions suivantes :

« 1° La superficie qui n'est plus exploitable du fait de l'installation agrivoltaïque n'excède pas 10 % de la superficie totale couverte par l'installation agrivoltaïque ;

« 2° La hauteur de l'installation agrivoltaïque ainsi que l'espacement inter-rangées permettent une exploitation normale et assurent notamment la circulation, la sécurité physique et l'abri des animaux ainsi que, si les parcelles sont mécanisables, le passage des engins agricoles.

« II.-Pour les installations de plus de 10 MW crête n'étant pas régies par l'arrêté mentionné au 3° de l'article R. 311-115, le taux de couverture défini à l'article R. 314-119 n'excède pas 40 %.

« Art. R. 314-119.-Le taux de couverture d'une installation agrivoltaïque est défini comme le rapport entre, d'une part la surface maximale projetée au sol des modules photovoltaïques sur le périmètre mentionné à l'article R. 314-108 dans des conditions normales d'utilisation et, d'autre part, la surface de la parcelle agricole définie à l'article R. 314-108.

« L'arrêté mentionné au 3° de l'article R. 314-115 fixe, par type de technologie éprouvée, la valeur maximale de taux de couverture pouvant permettre de garantir que la production agricole reste l'activité principale de la parcelle. »

Chapitre II : Dispositions spécifiques aux installations photovoltaïques compatibles avec l'exercice d'une activité agricole (Article 2)

Article 2

I.-Le chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanisme est complété par une section 10, intitulée « Installations de production d'énergie photovoltaïque sur des terrains agricoles naturels et forestiers », ainsi rédigée :

« Sous-section 1

« Elaboration du document cadre mentionné à l'article L. 111-29

« Art. R. 111-56.-Un sol à vocation naturelle, agricole, pastorale ou forestière est réputé inculte, au sens de l'article L. 111-29, lorsqu'il est satisfait à l'une des conditions suivantes :

« 1° L'exploitation agricole ou pastorale y est impossible au regard du territoire environnant en raison de ses caractéristiques topographiques, pédologiques et climatiques ou à la suite d'une décision administrative. Cette appréciation peut notamment se fonder sur un indice pédologique départemental ;

« 2° Il n'entre dans aucune des catégories de forêts définies par arrêté des ministres chargés des forêts, de l'environnement et de l'énergie, comme présentant de forts enjeux de stock de carbone, de production sylvicole ou d'enjeux patrimoniaux sur le plan de la biodiversité et des paysages.

« Art. R. 111-57.-La durée minimale mentionnée à l'article L. 111-29 est fixée à dix ans.

« Art. R. 111-58.-Sans préjudice des conditions mentionnées aux articles R. 111-56 et R. 111-57, sont ouverts à un projet d'installation photovoltaïques au sol et sont inclus dans le document cadre mentionné à l'article L. 111-29, les surfaces répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

« 1° Les surfaces sont situées en zone agricole, non exploitées et situées à moins de cent mètres d'un bâtiment d'une exploitation agricole ;

« 2° Le site est un site pollué ou une friche industrielle ;

« 3° Le site est une ancienne carrière, sauf lorsque la remise en état agricole ou forestière a été prescrite, ou une carrière en activité dont la durée de concession restante est supérieure à 25 ans ;

« 4° Le site est une ancienne carrière faisant l'objet de prescriptions de remise en état agricole ou forestière datant de plus de 10 ans mais dont la réalisation est insatisfaisante en dépit du respect des prescriptions de cessation d'activité ;

« 5° Le site est une ancienne mine, y compris d'anciens terril, bassin, halde ou terrain dégradé par l'activité minière, sauf lorsque la remise en état agricole ou forestier a été prescrite ;

« 6° Le site est une ancienne installation de stockage de déchets dangereux ou une ancienne installation de stockage de déchets non dangereux ou une ancienne installation de stockage de déchets inertes, sauf lorsque la remise en état agricole ou forestier a été prescrite ;

« 7° Le site est un ancien aérodrome, délaissé d'aérodrome, un ancien aéroport ou un délaissé d'aéroport incorporé au domaine public ou privé d'une personne publique ;

« 8° Le site est un délaissé fluvial, portuaire, routier ou ferroviaire incorporé au domaine public ou privé d'une personne publique ;

« 9° Le site est situé à l'intérieur d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, à l'exception des carrières et des parcs éoliens ;

« 10° Le site est un plan d'eau ;

« 11° Le site est dans une zone de danger d'un établissement classé SEVESO pour laquelle le niveau de gravité des conséquences humaines d'un accident à l'extérieur de l'établissement est au moins qualifié d'important selon l'échelle d'appréciation de la gravité définie par l'annexe 3 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

« 12° Le site est en zone d'aléa fort ou très fort d'un plan de prévention des risques technologiques ;

« 13° Le site est un terrain militaire, ou un ancien terrain militaire, faisant l'objet d'une pollution pyrotechnique ;

« 14° Le site est situé dans un secteur effectivement délimité en tant que zone favorable à l'implantation de panneaux photovoltaïques dans le plan local d'urbanisme de la commune ou de l'intercommunalité.

« Art. R. 111-59.-Sont exclus du document-cadre :

« 1° Les zones agricoles protégées au titre de l'article L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime ;

« 2° Les périmètres dans lesquels le conseil départemental ou son président a ordonné la mise en œuvre d'un

aménagement foncier agricole et forestier en application de l'article L. 121-14 du code rural et de la pêche maritime ;

« 3° La zone de protection naturelle, agricole et forestière du plateau de Saclay délimitée sur le fondement des articles L. 123-25 à L. 123-32 du code de l'urbanisme ;

« 4° Les périmètres dans lesquels le conseil départemental ou son président a clos les opérations d'un aménagement foncier agricole et forestier au cours des dix années précédant la date de publication du décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers ;

« 5° Les fonds dont la commission départementale d'aménagement foncier avait prononcé à la date de publication du décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers, l'état d'inculture ou de sous-exploitation manifeste en application de l'article L. 125-1 du code rural et de la pêche maritime ou dont le conseil départemental a arrêté cet état en application de l'article L. 125-5 du code rural et de la pêche maritime depuis moins de 10 années avant la date de la publication de ce décret n° 2024-318 du 8 avril 2024 relatif au développement de l'agrivoltaïsme et aux conditions d'implantation des installations photovoltaïques sur des terrains agricoles, naturels ou forestiers.

« Art. R. 111-60.-Les surfaces définies dans le document cadre mentionné à l'article L. 111-29 sont identifiées à l'échelle des parcelles cadastrales à l'exception des surfaces mentionnées à l'article R. 111-58 et au b de l'article R. 111-56.

« Art. R. 111-61.-A réception de la proposition de document-cadre émise par la chambre départementale d'agriculture en application du deuxième alinéa de l'article L. 111-29, le préfet la transmet pour avis aux représentants des organisations professionnelles agricoles intéressées, aux représentants des professionnels des énergies renouvelables, aux représentants des collectivités concernées et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers. A l'expiration d'un délai de deux mois à compter de leur saisine, leur avis est réputé favorable.

« Art. R. 111-62.-Le document-cadre est révisé au moins tous les cinq ans dans les mêmes conditions. »

Chapitre III : Régime des autorisations d'urbanisme relatives aux projets d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire sur des espaces naturels, agricoles et forestiers (Articles 3 à 5)

Article 3

Le chapitre II du titre II du livre IV du code de l'urbanisme est ainsi modifié :

1° Après le troisième alinéa de l'article R. * 422-2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« b bis) Pour les installations, ouvrages et constructions présentées par le pétitionnaire comme agrivoltaïques, au sens de l'article L. 314-36 du code de l'énergie » ;

2° A l'article R. * 422-2-1, après les mots : « à une construction », sont insérés les mots : « , à l'exception des constructions prévues au b bis de l'article R. * 422-2, » ;

3° Il est ajouté un article R. 423-70-2 ainsi rédigé :

« Art. R. 423-70-2.-Par exception aux dispositions de l'article R. 423-59, lorsque la demande de permis ou la déclaration préalable porte sur une installation ou ouvrage mentionné aux articles L. 111-27 à L. 111-29, le délai à l'issue duquel la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers est réputée avoir émis un avis favorable est de deux mois. » ;

4° L'article R. 431-27 est rétabli avec les dispositions suivantes :

« Art. R. 431-27.-I.-Lorsque la demande porte sur une installation, un ouvrage ou une construction mentionné à l'article L. 111-29, la demande d'autorisation d'urbanisme comporte un document permettant de justifier le respect des critères prévus à l'article R. 111-20-1.

« II.-Lorsque la demande porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-28, le dossier de la demande d'autorisation d'urbanisme comporte un document permettant de justifier que l'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole est nécessaire à l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière.

« III.-Lorsque la demande porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïques mentionnés à l'article L. 314-36 du code de l'énergie, la demande d'autorisation d'urbanisme comporte un dossier présentant les justifications détaillées du respect des conditions prévues à ce même article.

« Ce dossier comporte :

« 1° Une description physique de la parcelle mentionnée à l'article R. 314-108 du code de l'énergie ;

« 2° Une note technique justifiant que l'installation, l'ouvrage ou la construction fournit au moins l'un des services mentionnés aux 1° à 4° du II de l'article L. 314-36 du code de l'énergie selon les conditions fixées à l'un des articles R. 314-110 à R. 314-113 du même code et qu'il ne porte pas une atteinte substantielle à l'un de ces services ou une atteinte limitée à deux de ces services ;

« 3° Une note technique justifiant que la production agricole est l'activité principale de la parcelle agricole conformément à l'article R. 314-118 du code de l'énergie ;

« 4° Une note technique justifiant que la production agricole est significative et qu'elle assure des revenus durables à l'exploitant agricole conformément aux articles R. 314-114 à R. 314-117 du code de l'énergie ;

« 5° S'il y a lieu, d'une description de la zone témoin prévue en application de l'article R. 314-114 du code de l'énergie ;

« 6° Une attestation certifiant que l'agriculteur est actif, au sens de l'article R. 314-109 du code de l'énergie.

« Un arrêté des ministres chargés de l'énergie et de l'agriculture précise, en tant que de besoin, les conditions d'application du présent article. » ;

5° Après le sixième alinéa de l'article R. * 431-36, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque la demande porte sur une installation prévue à l'article L. 111-28 et L. 111-29 du code de l'urbanisme ou à l'article L. 314-36 du code de l'énergie, le dossier joint à la déclaration est complété, selon les cas, par l'un des documents mentionnés au I, au II ou au III de l'article R. 431-27. Ce dossier comprend, en outre, les éléments prévus au 1° de l'article R. * 431-8. »

Article 4

La section 10 du chapitre 1er du titre 1er du livre 1er du code de l'urbanisme est complétée par une sous-section 2 ainsi rédigée :

« Sous-section 2

« Durée d'autorisation, démantèlement et remise en état après exploitation

« Art. R. 111-62.-Les installations, ouvrages ou constructions mentionnés aux articles L. 111-27 et L. 111-29 sont autorisés pour une durée maximale de quarante ans.

« Au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation, l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme peut, sur demande de son bénéficiaire, disposant lorsqu'il est requis de l'accord du propriétaire, la proroger pour dix ans lorsque l'installation présente encore un rendement significatif. Dans ce cas, l'autorité compétente procède à une actualisation du montant des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 111-64.

« Art. R. 111-63.-Les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

« 1° Le démantèlement des installations de production, y compris l'excavation de toutes les fondations et installations enterrées ;

« 2° La remise en état des terrains, en garantissant notamment le maintien de leur vocation initiale ;

« 3° La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet.

« Ces opérations doivent être réalisées dans un délai d'un an à compter de la fin de l'exploitation de l'installation énergétique ou de la date d'échéance de son autorisation. Sur avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, ce délai peut être étendu jusqu'à trois ans en cas de difficultés matérielles tenant à la topographie du terrain.

« A l'issue de ces opérations, l'organisme responsable des contrôles mentionné à l'article R. 314-120 du code de l'énergie atteste de leur bonne fin et du maintien des qualités agronomiques des sols.

« Art. R. 111-64.-L'autorité compétente pour délivrer l'autorisation d'urbanisme portant sur une installation, un ouvrage ou une construction mentionnés aux articles L. 111-27 et L. 111-29 peut subordonner la mise en œuvre de celle-ci à la constitution de garanties financières par le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme. Ces garanties financières couvrent le coût prévisionnel des opérations prévues à l'article R. 111-63 en cas de défaillance du propriétaire du terrain d'assiette sur lequel ces installations, ouvrages ou constructions sont implantés.

« Le montant des garanties financières est fixé par l'arrêté d'autorisation d'urbanisme, sur la base d'un barème forfaitaire fixé par arrêté des ministres chargés de l'agriculture et de l'énergie.

« Les garanties financières exigées aux articles aux articles L. 314-40 du code de l'énergie et L. 111-32 du code de l'urbanisme résultent d'une consignation, par le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme, entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

« La consignation est reçue sur présentation de l'autorisation d'urbanisme fixant le montant de la garantie, accompagnée de la déclaration de consignation dûment remplie, et de tout document visant à justifier l'identité et la qualité du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme.

« Le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme adresse au maire le récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et consignations au plus tard lors de la transmission de la déclaration d'ouverture de chantier pour les projets soumis à permis de construire ou d'aménager, et dans tous les cas avant le démarrage des travaux. A défaut, ou si les travaux ont démarré avant la transmission de ce récépissé, le maire peut en prescrire l'interruption.

« Le récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et consignations est transmis sans délai par le maire à l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme.

« Lorsque les travaux de démantèlement et de remise en état du site ont été partiellement ou totalement réalisés, l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme détermine, à la vue de l'attestation mentionnée au dernier alinéa de l'article R. 111-63 et par décision motivée, la date à laquelle peut être levée, en tout ou en partie, l'obligation de garanties financières.

« La déconsignation est faite sur présentation, par le bénéficiaire des fonds, de la décision de l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme fixant les modalités de levée totale ou partielle de la garantie, le montant à déconsigner et la désignation du ou des bénéficiaires, accompagné de tout document visant à justifier l'identité et la qualité du demandeur.

« Les installations sur bâtiment ne sont pas soumises à garanties financières.

« Un arrêté des ministres chargés de l'agriculture et de l'énergie fixe les conditions d'application du présent article et notamment les conditions dans lesquelles le montant des garanties financières peut être actualisé. »

Article 5

La section 1 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier du code de l'urbanismeest complétée par un article R. 111-20-1 ainsi rédigé :

« Art. R. 111-20-1.-Les modalités techniques mentionnées à l'article L. 111-30 sont les modalités d'implantation et les caractéristiques techniques prévues par le décret pris en application du 6° du III de l'article 194 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. »

Chapitre IV : Contrôles et sanctions (Articles 6 à 7)

Article 6

A la section 6 du chapitre IV du titre Ier du livre III du code de l'énergie, après la sous-section 3 créé par l'article 1er du présent décret, est créée une sous-section 4 ainsi rédigée :

« Sous-section 4

« Modalités de suivi et de contrôle

« Art. R. 314-120.-I.-A.-L'installation agrivoltaïque et, le cas échéant, la zone témoin qui lui est associée sont soumises à un contrôle préalable à la mise en service.

« Dans la sixième année de la mise en service, elles font l'objet d'un contrôle du respect des dispositions des articles R. 314-108 à R. 314-116 du code de l'énergie et R. 111-62 à R. 111-64 du code de l'urbanisme.

« Pour les installations utilisant des technologies éprouvées mentionnées à l'article R. 314-115, ce contrôle se déroule ensuite tous les cinq ans. Pour les installations dont le taux de couverture calculé en application des dispositions de l'article R. 314-119 est inférieur à 40 %, il se déroule ensuite tous les trois ans et pour les autres installations, tous les ans.

« B.-Les contrôles mentionnés aux alinéas précédents sont réalisés par un organisme scientifique, un institut technique agricole, une chambre d'agriculture ou un expert foncier et agricole mentionné à l'article L. 171-1 du code rural et de la pêche maritime. L'exploitant de l'installation transmet à l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme le rapport de contrôle établi par cet organisme.

« Un arrêté des ministres chargés de l'énergie, de l'urbanisme et de l'agriculture précise le contenu du rapport ainsi que les conditions de compétence et d'indépendance de l'organisme contrôleur.

« Le défaut de transmission du rapport préalable à la mise en service ou de suivi et le défaut du respect des dispositions des articles R. 314-108 à R. 314-116 sont sanctionnés par l'application de l'article L. 142-31.

« II.-L'exploitant d'une installation agrivoltaïque et, le cas échéant, de la zone témoin associée mentionnée à l'article R. 314-114 transmet annuellement les informations nécessaires au suivi de la production énergétique et agricole de la parcelle à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie pour l'application de l'article L. 131-3 du code de l'environnement. Ces informations sont pseudonymisées.

« Art. R. 314-121.-Les travaux de démantèlement et de remise en état du site mentionné aux articles L. 314-40 et L. 111-32 du code de l'urbanisme font l'objet d'un rapport réalisé dans les conditions fixées à l'article R. 314-120 établissant un relevé technique du terrain. Ce rapport est transmis sans délai à l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme.

« Un arrêté des ministres chargés de l'énergie, de l'urbanisme et de l'agriculture précise le contenu du rapport, notamment les éléments de relevé technique du terrain.

« Art. R. 314-122.-En cas d'absence de démantèlement ou de remise en état du site dans les conditions définies à l'article R. 111-63 du code de l'urbanisme, en l'absence de transmission du rapport mentionné à l'article R. 314-120 du présent code ou lorsque celui-ci ne permet pas d'attester du respect des dispositions de l'article R. 111-63 du code de l'urbanisme, l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.

« Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité compétente procède d'office aux travaux nécessaires au démantèlement et à la remise en état du site mentionné au premier alinéa. Elle met en œuvre les garanties financières constituées dans les conditions définies à l'article R. 111-64 du code de l'urbanisme et fait supporter au propriétaire du terrain d'assiette le coût du dépassement éventuel par ces travaux du montant de ces garanties financières.

« La mise en œuvre des garanties financières par l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'article L. 142-31.

« Art. R. 314-123.-Les rapports mentionnés aux articles R. 314-120 et R. 314-121 sont transmis à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, pour l'application du 8° de l'article L. 131-3 du code de l'environnement. »

Article 7

Le titre VI du livre IV du code de l'urbanisme est complété par un chapitre III ainsi rédigé :

« Chapitre III
« Dispositions diverses

« Section 1
« Modalités de suivi et de contrôle des installations photovoltaïques compatibles avec l'agriculture

« Art. R. 463-1.-Les installations mentionnées à l'article L. 111-29 sont soumises à un contrôle préalable à leur mise en service.

« Six ans après l'achèvement des travaux, elles sont soumises à un contrôle du respect des dispositions des articles L. 111-30 et L. 111-32 afin de s'assurer notamment que les fonctions écologiques du sol, en particulier ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques ainsi que son potentiel agronomique ne sont pas durablement affectées par l'installation.

« La réalisation des contrôles mentionnés aux deux alinéas précédents est effectuée par un organisme scientifique, un institut technique agricole, une chambre d'agriculture ou un expert foncier et agricole mentionné à l'article L. 171-1 du code rural et de la pêche maritime. L'exploitant de l'installation transmet ce rapport de contrôle à l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme.

« Un arrêté des ministres chargés de l'énergie, de l'urbanisme et de l'agriculture précise le contenu du rapport ainsi que les conditions de compétence et d'indépendance de l'organisme contrôleur.

« Art. R. 463-2.-Pour l'application de l'article L. 111-30, lorsque le rapport mentionné à l'article R. 463-1 relève que les conditions de compatibilité avec l'activité agricole, pastorale ou forestière ne sont plus réunies, l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme notifie à l'exploitant de l'installation les obligations de mise en conformité de l'installation et le met en demeure d'y procéder dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut excéder six mois.

« Si à l'expiration du délai imparti, un nouveau rapport de contrôle réalisé dans les conditions fixées à l'article R. 463-1 et justifiant que l'installation a été mise en conformité n'a pas été transmis, l'autorité administrative peut mettre en œuvre les sanctions prévues au titre VIII du livre IV.

« Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, l'autorité compétente peut également prescrire le démantèlement de l'installation dans un délai qu'elle détermine.

« Art. R. 463-3.-Qu'ils soient exécutés en raison de l'atteinte de l'échéance de la durée fixée à l'article R. 111-60, de l'absence d'exploitation ou de la décision mentionnée à l'article R. 463-2, les travaux de démantèlement et de remise en état du site mentionnés à l'article L. 111-32 font l'objet d'un rapport de contrôle réalisé dans les conditions fixées à l'article R. 463-1 établissant un relevé technique du terrain qui est transmis sans délai à l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme.

« En cas d'absence de démantèlement ou de remise en état du site dans les conditions définies aux articles R. 111-62 et R. 111-63 ou dans le délai indiqué dans la décision mentionnée à l'article R. 463-2 ou en l'absence de transmission du rapport mentionné à l'alinéa précédent ou lorsque celui-ci ne permet pas d'attester du respect des dispositions de l'article R. 111-63, l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.

« Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, l'autorité compétente procède d'office aux travaux nécessaires au démantèlement et à la remise en état du site. Elle met en œuvre, le cas échéant, les garanties financières constituées dans les conditions définies à l'article R. 111-64 et fait supporter au propriétaire du terrain d'assiette le coût du dépassement éventuel par ces travaux du montant de ces garanties financières.

« La mise en œuvre des garanties financières par l'autorité compétente ne fait pas obstacle à l'application des sanctions prévues au titre VIII du livre IV.

« Un arrêté des ministres chargés de l'énergie, de l'urbanisme et de l'agriculture précise le contenu du rapport mentionné au premier alinéa, notamment les éléments de relevé technique du terrain.

« Section 2
« Modalité de contrôle des installations prévues à l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme

« modalité de contrôle des installations prévues à l'article L. 111-28 du code de l'urbanisme

« Art. R. 463-4.-Lors d'une visite effectuée par les personnes mentionnées à l'article L. 461-1 s'il est constaté que l'une des installations prévues à l'article L. 111-28, n'est pas ou plus exploitée ou que les conditions de compatibilité avec l'activité agricole, pastorale ou forestière ne sont plus réunies, elles en informent l'autorité compétente en matière d'autorisation d'urbanisme. Cette dernière notifie à l'exploitant de l'installation les obligations de mise en conformité de l'installation et peut, après avoir invité l'intéressé à présenter ses observations, le mettre en demeure d'y procéder dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut excéder six mois. A défaut de mise en conformité dans le délai imparti, l'autorité compétente peut, après avoir invité l'intéressé à présenter ses observations, en prescrire le démantèlement. »

Chapitre V : Dispositions transitoires et finales (Articles 8 à 9)

Article 8

I. - Les dispositions du présent décret s'appliquent :

1° Aux installations dont la demande de permis ou la déclaration préalable porte sur une installation agrivoltaïque et est déposée à compter d'un mois après la date de publication du présent décret ;

2° Aux installations photovoltaïques sur des terrains à vocation agricole, pastorale ou forestière dont la demande de permis ou la déclaration préalable porte sur une installation photovoltaïque régie par l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme et est déposée à compter d'un mois après la publication du document-cadre départemental mentionnée au même article L. 111-29.

II. - En application du deuxième alinéa de l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme, les chambres départementales d'agriculture disposent d'un délai de neuf mois à partir de la publication du présent décret pour transmettre au représentant de l'Etat dans le département leur proposition de document-cadre.

Article 9

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie, et la ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 8 avril 2024.

Gabriel Attal

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
Bruno Le Maire

Le ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
Marc Fesneau

Le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,
Christophe Béchu

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,
chargé de l'industrie et de l'énergie,

Roland Lescure

La ministre déléguée auprès du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,
Agnès Pannier-Runacher